

*Les subsides*

Canada est vulnérable depuis que le gouvernement a aboli la protection dont jouissaient les importations saisonnières.

[Français]

Les multinationales américaines vont maintenant inonder nos marchés avec leurs fruits, leurs légumes, leurs produits laitiers transformés et même leurs *TV-dinners*. Et là, les Canadiens ne peuvent pas se défendre contre la concurrence américaine. Ce n'est pas de leur faute. Notre saison est trop courte. Il fait froid en hiver ici au Canada. Jamais nos fermiers qui ont trois mois de récolte par année ne pourront concurrencer les fermiers du Sud qui ont 12 mois de culture. Si, pour faire plaisir aux Américains, on sacrifie nos fermiers, nos pêcheurs, on va finir par dépendre d'eux, même pour se nourrir.

[Traduction]

Combien de fois le premier ministre ne nous a-t-il pas dit que l'Accord sur l'automobile n'était pas négociable? Pourtant, on le retrouve dans l'entente, changé, vraisemblablement vidé de sa substance, et nous devons attendre le texte définitif pour savoir exactement jusqu'à quel point il est vidé de sa substance. Nos fabricants de pièces d'automobile, Frank Stronach en tête, premier fabricant en importance au Canada, et le deuxième en importance, installé à Belleville, en Ontario, ont déclaré qu'à cause de cet accord, ils allaient déménager leurs usines aux États-Unis. Voilà ce qu'ils ont déclaré.

Combien de fois le premier ministre ne nous a-t-il pas dit que l'entente en question allait créer des milliers et des milliers d'emplois? Pourtant, sitôt l'entente conclue, dans son premier communiqué, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) a annoncé que le Canada pourrait bien perdre jusqu'à 500 000 emplois.

J'ajouterai, et non pas seulement en passant, que les deux tiers de ces emplois mis ainsi en péril par suite de cet accord commercial avec les États-Unis sont occupés par des femmes, que ce soit dans le secteur des textiles ou celui des services, et je puis vous dire, monsieur le Président, que nous aurons beaucoup à ajouter là-dessus au fur et à mesure que le débat avancera.

Maintenant que nous connaissons les principes de l'accord, nous nous rendons compte qu'avant et pendant les négociations, le gouvernement a abattu nos cartes, bradé notre souveraineté et les leviers dont nous avons besoin pour assurer notre indépendance politique et économique. Avant même de se présenter à la table des négociations, le gouvernement avait modifié la Loi sur l'examen de l'investissement étranger et sabordé le Programme énergétique national. Pendant les négociations, il a sacrifié le secteur de l'édition. Également pendant les négociations, il a modifié les règles du jeu pour ce qui est de la fabrication des médicaments; ensuite, il a sacrifié le secteur de la potasse, et enfin celui du bois d'oeuvre. Nous devons maintenant ajouter à cette liste l'Accord sur l'automobile, l'agriculture, les ressources énergétiques, les institutions financières, le secteur vinicole, les textiles et le marché des devises. Il s'agit de la trahison la plus flagrante de l'histoire de notre pays, et ni mon parti ni moi ne l'accepterons jamais. Nous ne croyons pas non plus que la grande majorité des Canadiens l'accepte.

[Français]

Monsieur le Président, l'entente commerciale du premier ministre va changer profondément notre pays. Jamais cette option n'a été discutée pendant la dernière campagne électorale. Le premier ministre n'a aucun mandat pour céder ainsi notre souveraineté. Je vais m'opposer à cette entente. Je vais combattre jusqu'à en faire un enjeu lors des prochaines élections. C'est garanti! C'est promis!

Et si les Canadiens nous accordent leur confiance, font de nous leur gouvernement, jamais je ne me senterai politiquement lié par cette entente signée par le ministre des Finances, par la ministre du Commerce et ordonnée par le premier ministre de notre pays. Nous n'avons pas signé cette entente. Nous n'allons pas vivre avec.

[Traduction]

Nous n'avons pas négocié l'accord, nous ne sommes pas liés par l'accord, nous n'acceptons pas l'accord et si le texte final reflète les principes et l'orientation générale de l'accord, nous allons le déchirer.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Je crois que nous, Canadiens, pouvons concurrencer n'importe qui, y compris les Américains et que nous pouvons le faire sans sacrifier notre souveraineté et notre indépendance politique. L'attention exclusive qu'on a accordée au marché américain, même si c'est notre marché le plus important et qu'il nous est absolument essentiel, nous a coûté d'autres marchés dans le pourtour du Pacifique et en Europe et j'ai déjà cité les chiffres qui le prouvent la dernière fois que j'ai eu l'honneur de parler de cette question à la Chambre.

Il nous faut des négociations multilatérales globales. Nous avons toujours eu plus d'influence sur les États-Unis quand nous nous sommes servis des négociations internationales pour conclure les accords que nous avons conclus du Tokyo Round jusqu'au Kennedy Round. En nous servant de ces négociations internationales, nous sommes arrivés à la situation actuelle où 85 p. 100 des échanges entre nos deux pays sont déjà exempts de droits de douane. L'erreur que le gouvernement a faite a été de négocier directement avec les États-Unis pour des raisons politiques quand il voulait à tout prix conclure un accord en sacrifiant nos principes, nos citoyens, nos entreprises et le contrôle de notre économie.

L'affaire se résume à une simple question. Avons-nous suffisamment de confiance en nos concitoyens et en nous-mêmes pour faire concurrence aux autres pays du monde et pour gagner? Ou devons-nous conclure un accord exclusif avec les États-Unis dans l'espoir qu'il règlera tous nos problèmes? A propos, cet accord semble de moins en moins possible vu que les États-Unis doivent enfin faire face à leur propre déficit commercial et aux problèmes de leur économie par suite du cataclysme de la semaine dernière. Sommes-nous prêts à permettre aux Américains de contrôler ainsi notre processus de prise de décisions en matière économique et politique? A mon avis, nous ne le sommes pas et nous ne devrions pas l'être.

J'ai confiance dans ce pays et dans les Canadiens. Je crois que nous sommes assez mûrs, assez doués, assez confiants et assez forts pour faire nos propres choix pour déterminer notre propre avenir, comme bon nous semble.